

**Conseil économique et social**

Distr. générale
26 septembre 2011
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales****Session ordinaire de 2012**

30 janvier-8 février 2012 et 17 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
des organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil****Note du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. African Action on AIDS	3
2. All Pakistan Women's Association.	4
3. Asociación Mensajeros de la Paz	6
4. Asociación Proyecto Hombre	8
5. Association of United Families International	9
6. Associazione IRENE.	11
7. Bangladesh Nari Progati Sangha	13
8. Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry	15
9. BAOBAB for Women's Human Rights	17
10. Frères de la Charité	19
11. Buddha's Light International Association	21
12. Bunyad Literacy Community Council	23



13. Campaign Life Coalition.	25
14. Caucus for Women's Leadership	26
15. Centre for Democracy and Development.	28

1. African Action on AIDS

Spécial, 2007

Introduction

African Action on AIDS a été créée en 1991 pour soutenir les jeunes et les communautés locales affectées par le sida en Afrique subsaharienne. C'est une organisation à but non lucratif [501 c) 3)] enregistrée aux États-Unis d'Amérique. Elle est également autorisée au Cameroun. Son statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social a été accordé en 2003.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs d'African Action on AIDS sont les suivants :

- a) Aider les jeunes infectés par le VIH et victimes du VIH et du sida à devenir des agents de changement et à utiliser leurs connaissances pour changer leur communauté;
- b) Transmettre aux jeunes et aux communautés locales les connaissances dont ils ont besoin pour prévenir les maladies et rester en vie, et leur apprendre à adopter des pratiques sécuritaires et à partager des informations pertinentes avec d'autres;
- c) Sensibiliser le public aux problèmes de santé par le biais de plans de santé préventifs;
- d) Prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant;
- e) Accorder des bourses à des orphelines dans les écoles secondaires et les universités pour contribuer à leur autonomie économique.

Changements importants intervenus dans l'organisation

L'adoption d'une méthodologie dénommée « conversations interpersonnelles » a eu un impact important en raison du fait que des sessions de formation sont maintenant offertes à des groupes ne dépassant pas 40 personnes. Cette méthodologie met l'accent sur la valeur des leçons de la vie réelle qui aideront les participants à devenir des agents de changement et à obtenir la confiance en soi.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

African Action on AIDS fait partie d'un groupe de partenaires créé localement par le Conseil de coordination du Programme du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Ce groupe comprend tous les organismes des Nations Unies actifs dans la prévention du sida, les donateurs bilatéraux, les organisations de la société civile et le Ministère de la santé publique. Le Groupe se réunit une fois par mois pour examiner les questions et les activités principales liées au VIH et au sida. En 2008, en collaboration avec ONUSIDA, la principale représentante d'African Action on AIDS à l'Organisation des Nations Unies a couru de New York à Chicago pour appeler l'attention sur le sida, diffusant des messages de l'Organisation des Nations Unies lorsqu'elle rencontrait les maires et les étudiants.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Entre mars et juin 2009, le représentant d'African Action on AIDS à Vienne a représenté l'organisation aux sessions de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et à une réunion spéciale de la Commission de la condition de la femme. En outre, la principale représentante de l'organisation à New York a parlé de la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues (26 juin), célébrant les « héros sans drogue ». En 2010, African Action on AIDS était représentée parmi les 700 organisations bénévoles à la XVIII^e Conférence internationale sur le sida, tenue à Vienne du 18 au 23 juillet 2010.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

En 2009, African Action on AIDS a dirigé au Cameroun, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), un projet sur la prévention de la transmission mère-enfant du VIH dans 15 villages couvrant plus de 1 500 femmes de 15 à 49 ans.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le lancement dans les zones rurales d'un plan de santé préventif promouvant l'hygiène de base, l'accès à l'eau potable et l'utilisation de moustiquaires traitées comme fondement de la santé publique a été un effort important pour réduire la mortalité infantile et maternelle.

2. All Pakistan Women's Association

Spécial, 1951

Introduction

La All Pakistan Women's Association (Association des femmes pakistanaïses) est une organisation d'aide aux femmes à but non lucratif qui a lancé le mouvement des femmes au Pakistan; c'est aussi la plus ancienne organisation non gouvernementale du pays. Fondée en 1948 par Ra'ana Liaquat Ali Khan, l'épouse du Premier Ministre du Pakistan, l'Association a été développée par les travailleuses et organisations bénévoles qui ont fourni des secours d'urgence aux réfugiés pendant la crise qui a résulté de la partition entre le Pakistan et l'Inde. M^{me} Liaquat, ancien professeur d'économie, a préconisé une approche intégrée au développement pour encourager l'alphabétisation des femmes. Elle a popularisé l'expression « You educate a woman, you educate a family » (« Quand vous éduquez une femme, vous éduquez une famille »), et formulé le credo de l'Association, qui est basé sur la santé, l'éducation et la formation. L'Association s'est affiliée à des organismes internationaux et a créé des centres multiprojets pour les femmes dans tout le Pakistan avec des écoles, des dispensaires et des maternités ainsi que des cliniques de planification familiale dans les zones urbaines et rurales. Parmi les institutions d'enseignement supérieur liées à l'Association, on peut citer une faculté à Lahore, une école de sciences et d'arts à Karachi et une faculté d'économie domestique à Dhaka. L'association a encouragé des activités génératrices de revenus par le biais du centre industriel Nusrat Gul-e-Rana, de l'atelier artisanal de l'Association et d'une colonie artisanale à Karachi. L'Association est constamment

critiquée parce qu'elle s'efforce de promouvoir les droits juridiques, politiques et fondamentaux des femmes. En 1961, elle a persuadé le gouvernement à adopter une ordonnance de droit familial qui introduit l'enregistrement du mariage et un âge minimum pour le mariage et régularise les procédures de divorce et le droit successoral pour les orphelins. Au fil des ans, l'Association a mis en place des programmes pour le développement rural, l'environnement, la formation technique, la sensibilisation au VIH, au sida et à la drogue, entre autres, et a participé activement aux activités de secours qui ont suivi le tremblement de terre de 2006. L'Association est dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et du Gouvernement du Pakistan.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs de l'Association sont les suivants :

- a) Prévenir ou atténuer la pauvreté et la maladie et promouvoir la santé mentale, physique, sexuelle et émotionnelle des femmes pakistanaises dans toutes les parties du monde;
- b) Promouvoir l'égalité des chances pour les femmes pakistanaises dans toutes les régions du monde;
- c) Améliorer l'éducation des femmes pakistanaises dans toutes les parties du monde;
- d) Éduquer le public à travers le monde aux sujets relatifs à la situation économique des femmes pakistanaises, à la santé mentale, physique et émotionnelle de ces femmes et aux questions relatives à l'égalité des chances pour les femmes pakistanaises.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Des fiducies ont été créées, des professionnels ont été formés et toutes les unités de soins infirmiers ont été enregistrées.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La All Pakistan Women's Association a des liens étroits avec l'Organisation des Nations Unies et est dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. L'Association dispose d'un réseau de volontaires, membres et affiliés qui s'étend à travers le globe et des organismes bénévoles de collecte de fonds au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; elle a aussi une forte présence dans tout le Pakistan, dans chaque province et district du pays. Les fonds recueillis sont utilisés par l'Association pour ses programmes de sensibilisation.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La représentante permanente de l'Association à New York assiste à toutes les réunions.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

La All Pakistan Women's Association coopère avec l'UNICEF, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Sous la direction avisée de sa Présidente, Laila Haroon Sarfaraz, l'Association a tenu une Conférence mondiale des femmes sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Informations complémentaires

La All Pakistan Women's Association est en train de mettre en place un centre de dialyse en collaboration avec l'Institut Sindh d'urologie et de transplantation. Elle a également établi le premier centre d'appels national du pays pour les femmes les moins favorisées.

3. Asociación Mensajeros de la Paz

Spécial, 2007

Introduction

L'Asociación Mensajeros de La Paz (Association des messagers de la paix) est une organisation non gouvernementale humanitaire internationale qui s'efforce de lutter contre la pauvreté et d'améliorer la situation des personnes vulnérables partout dans le monde. Fondée en 1962, elle a grandi et s'est développée au point d'être capable d'aider les personnes les plus défavorisées dans 40 pays. L'organisation s'est engagée à travailler pour les personnes dans le besoin, y compris les enfants, les jeunes, les mères adolescentes et leurs bébés, les toxicomanes, les familles immigrantes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes qui n'ont pas d'abri ou qui subissent des violences et les gens qui vivent dans la rue dans un état de négligence. L'Association a reçu de nombreux prix.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs de l'Asociación Mensajeros de la Paz sont de dispenser des soins, un soutien et un traitement aux groupes les plus défavorisés et démunis en Espagne et dans plusieurs autres pays, de leur accorder son attention et de promouvoir leur développement humain et social. L'organisation vise à fournir une assistance aux mineurs, aux jeunes en danger, aux femmes maltraitées physiquement et psychologiquement, aux personnes handicapées, aux toxicomanes et aux personnes âgées qui vivent seules dans un état d'abandon ou de pauvreté.

Changements importants intervenus dans l'organisation

La vision, la mission et les valeurs de l'Asociación Mensajeros de la Paz sont restées inchangées depuis plus de 40 ans.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Asociación Mensajeros de la Paz accorde une attention particulière à la promotion des femmes et à la lutte contre la violence sexuelle. Elle lutte aussi contre la traite et l'exploitation des enfants, que ce soit à des fins de travail, à des fins sexuelles ou pour tout autre type d'abus. Un soin particulier est pris pour rendre tous les projets et les actions réalisés par l'organisation durables et écologiques.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'Asociación Mensajeros de la Paz a été représentée à de nombreuses manifestations et initiatives de l'Organisation des Nations Unies par les plateformes et les organisations (nationales et internationales) auxquelles elle appartient, y compris la Plataforma del Voluntariado de España, la Coordinadora de las Organizaciones No Gubernamentales para el Desarrollo de España et la Plataforma de Organizaciones de Infancia.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'Asociación Mensajeros de La Paz coopère dans différents pays à divers projets conjoints avec les organismes des Nations Unies, notamment avec l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les forces de maintien de la paix de l'ONU. Ces dernières années, elle a travaillé en étroite collaboration avec la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour fournir des soins de santé et une aide sociale aux civils blessés et distribuer des jouets et du matériel d'apprentissage dans les écoles, entre autres activités. En Haïti, l'Asociación Mensajeros de la Paz a travaillé avec la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti pour fournir des soins de santé aux victimes du séisme, localiser les familles des enfants blessés et ouvrir un pont aérien humanitaire dans la région des Cayes. En Espagne, l'Asociación Mensajeros de la Paz a collaboré avec l'UNICEF à diverses activités de sensibilisation aux droits de l'enfant. Au Bénin, elle travaille sur un projet visant à aider les enfants qui sont victimes d'exploitation et de traite. En Espagne et dans les pays d'Afrique et des Amériques, elle apporte un soutien social et matériel aux personnes qui ont obtenu le statut de réfugié du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives prises par l'Asociación Mensajeros de la Paz pour sensibiliser le public et mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement sont une partie très importante du travail de l'organisation. Par exemple, en Espagne, l'organisation participe activement à toutes les manifestations publiques liées aux OMD, en particulier pendant la semaine de « Pobreza Cero » (Pauvreté Zéro) qui a lieu au mois d'octobre de chaque année. L'Asociación Mensajeros de la Paz souligne l'importance des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais de son site web (www.mensajerosdelapaz.com) et de son magazine, Chiaroscuro. Elle organise également diverses activités avec les médias, des conférences et autres manifestations publiques axées sur la sensibilisation aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ses projets et activités d'aide sociale et de coopération au développement prennent aussi en considération les objectifs.

4. Asociación Proyecto Hombre

Spécial, 2007

Introduction

L'Asociación Proyecto Hombre a été fondée pour répondre à la situation de toxicomanie qui existait en Espagne pendant les années 1980. Depuis plus de 25 ans, l'un de ses principaux objectifs a été la mise à jour et la diversification constantes des ressources nécessaires pour lui permettre de mieux répondre au phénomène complexe et changeant de la dépendance. Au début, les programmes de l'organisation étaient principalement destinés aux héroïnomanes, puis il ont fait place à des programmes pour les utilisateurs de drogues synthétiques et de cocaïne. Ces dernières années, l'Asociación Proyecto Hombre a continué à consacrer de nouvelles ressources au problème de la toxicomanie et est devenu active dans la lutte contre d'autres types de dépendance.

Buts et objectifs de l'organisation

Au cours de l'année passée, plus de 19 000 personnes ayant des problèmes de drogue et leurs familles ont été traitées dans les centres gérés par l'organisation. En 2010, plus de 84 000 personnes ont bénéficié de programmes de prévention universelle ou sélective dirigés par des professionnels de l'organisation. L'Asociación Proyecto Hombre dispose actuellement, à travers le territoire espagnol, d'un réseau de 26 fondations dédiées à la prestation de soins et à la prévention de la toxicomanie. L'organisation est intégrée dans des réseaux internationaux d'organisations non gouvernementales spécialisées dans la toxicomanie non seulement en Amérique latine et en Europe mais dans le monde entier. Ces dernières années, l'Asociación Proyecto Hombre a soutenu les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs de l'Organisation des Nations Unies en participant à des forums et aussi par ses efforts de communication.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Au cours des quatre dernières années, certaines situations nouvelles, telles que la mise en œuvre d'une loi sur la responsabilité pénale des mineurs, ont eu un impact particulier sur les programmes de l'organisation. L'Asociación Proyecto Hombre a lancé des programmes internes et externes de traitement pour des jeunes délinquants qui ont été poursuivis en justice; plus de 500 mineurs sont traités chaque année dans nos centres. Ces programmes ont été créés pour répondre aux besoins changeants en matière de soins et ont conduit à un accroissement du nombre de nos bénéficiaires et de nos ressources.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Depuis que l'Asociación Proyecto Hombre a été dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, elle a participé chaque année aux sessions de la Commission des stupéfiants et du Comité d'ONG sur les stupéfiants de Vienne, ainsi qu'à d'autres forums organisés par l'Organisation des Nations Unies pour lutter contre la toxicomanie. L'Asociación Proyecto Hombre a continué à élaborer, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, des projets consacrés à la réforme pénitentiaire, au traitement des toxicomanes et à la formation de professionnels.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'Asociación Proyecto Hombre a participé aux réunions suivantes, qui ont eu lieu à Vienne : les cinquante et unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de la Commission des stupéfiants, qui se sont tenues en 2008, 2009 et 2010, respectivement, le Débat de haut niveau que la Commission des stupéfiants a tenu les 11 et 12 mars 2009; la réunion du Comité d'ONG sur les stupéfiants, tenue à Vienne en novembre 2008 et le Forum mondial des ONG « Beyond 2008 » (« Au-delà de 2008 »), qui s'est déroulé du 7 au 9 juillet 2008.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

En mars 2006, l'Asociación Proyecto Hombre a rejoint le réseau international des centres ressources en matière de traitement et de réadaptation des toxicomanes (Treatnet), projet promu par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Lors de la réunion de son assemblée annuelle, qui se compose des chefs des centres de l'organisation, le Président de l'Asociación Proyecto Hombre a réaffirmé l'engagement de l'organisation de soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement grâce à huit réseaux internationaux d'organisations non gouvernementales spécialisées dans la toxicomanie. À cette réunion, les représentants de l'Asociación Proyecto Hombre ont eu l'occasion de parler de l'Organisation des Nations Unies et des objectifs.

Informations complémentaires

Le rapport annuel de l'Asociación Proyecto Hombre pour 2009 est disponible à l'adresse Web : <http://proyectohombre.es/images/memoria-2009.pdf>.

5. Association of United Families International

Spécial, 1999

Introduction

L'Association of United Families International est un organisme public de bienfaisance enregistré aux États-Unis [501 c) 3)] qui se consacre au maintien et au renforcement de la famille en tant qu'unité fondamentale de la société.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association of United Families International est dédiée à la promotion de lois, politiques et programmes publics qui soutiennent les familles aux niveaux local, national et international. Elle cherche à éduquer et à motiver les dirigeants gouvernementaux, religieux et communautaires pour qu'ils travaillent de concert avec les citoyens au niveau local, afin de préserver la famille. À l'Organisation des Nations Unies, l'Association axe principalement ses efforts sur l'éducation. Elle déploie des efforts d'éducation dans le monde en développement dans les domaines de la prévention du VIH/sida, de l'enseignement primaire et de la réduction de la mortalité infantile et maternelle. L'Association travaille directement par le biais du

système des Nations Unies pour éduquer les représentants de l'Organisation des Nations Unies et les délégués sur les politiques touchant la famille.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Association of United Families International continue de mettre à jour et de distribuer son « negotiating guide » (« guide de négociation »), qui est un outil utile pour guider les délégués dans leur travail avec les nombreuses déclarations et résolutions qui émergent du système des Nations Unies.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'Association of United Families International a participé aux cinquante et unième à cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme, aux quarante-cinquième et quarante-sixième sessions de la Commission du développement social et aux quarantième, quarante et unième et quarante-troisième sessions de la Commission de la population et du développement. L'Association a également été représentée à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à New York du 20 au 22 septembre 2010, et aux conférences des Nations Unies sur le VIH/sida tenues en 2007 et 2008.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'Association of United Families International soutient activement les efforts du Programme des Nations Unies sur la famille en soumettant du matériel pédagogique à la Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et espère être activement engagée dans le lancement de l'Année internationale de la famille (2014). Grâce à son programme « Stay Alive », l'Association suit et soutient les réunions de l'Organisation mondiale de la Santé et les conférences sur le VIH/sida.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'objectif n° 2 du Millénaire pour le développement, relatif à l'éducation primaire universelle, l'Association of United Families International est un sponsor du programme « Containers for education », par le biais duquel des livres usagés sur des sujets tronc commun et des livres de bibliothèque sont recueillis auprès d'établissements aux États-Unis et expédiés dans des conteneurs à des écoles du Ghana. En ce qui concerne l'objectif n° 4 du Millénaire pour le développement, sur la réduction de la mortalité infantile, et n° 5, sur l'amélioration de la santé maternelle, les membres de l'Association appuient les efforts de l'organisation Care for Life et son Programme de préservation de la famille, qui aide des familles du Mozambique à survivre et prospérer. L'objectif principal du programme est d'éliminer la pauvreté en préservant et en autonomisant les familles. Notre but est de briser le cycle de désintégration de la famille et de créer un environnement communautaire durable qui favorise le changement de comportement

et renforce l'autonomie. L'Association participe activement à une campagne d'éducation sur la mortalité maternelle et sur les mesures qui sont nécessaires pour éradiquer ce problème. Eu égard à l'objectif n° 6 du Millénaire, relatif à la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies, l'Association a parrainé le programme très réussi Stay Alive, mis en œuvre principalement en Afrique subsaharienne. Ce programme permet aux enfants âgés de 9 à 14 ans de faire des choix intelligents avant de devenir sexuellement actifs. Les enfants sont informés du VIH et du sida et apprennent comment ils peuvent se protéger contre le VIH par l'abstinence sexuelle avant le mariage et en restant fidèles à leur conjoint une fois qu'ils sont mariés. Le programme Stay Alive autonomise les jeunes en leur dispensant des connaissances qui peuvent leur sauver la vie. Depuis 2001, le programme a été mis en œuvre dans neuf pays africains et plus de 1,5 million d'enfants et leurs familles en ont bénéficié. Au Kenya, plus de 350 000 enfants et leurs familles ont été informés du Programme dans les écoles, les organismes communautaires, les organisations religieuses et les familles.

6. Associazione IRENE

Spécial, 2007

Introduction

L'Associazione IRENE est un organisme à but non lucratif voué à la promotion des politiques sociales européennes. Elle met en particulier l'accent sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. « IRENE » est l'acronyme correspondant à « Initiatives, Recherche et Expériences pour une Nouvelle Europe ».

Buts et objectifs de l'organisation

L'Associazione IRENE promeut la recherche, les études, la formation, l'échange d'informations et la constitution de réseaux dans le cadre des directives et des recommandations de l'Union européenne, en coopération avec des partenaires institutionnels et d'autres organismes à but non lucratif. Elle met l'accent sur les domaines suivants :

- a) L'égalité des chances et la démocratie par le biais de projets qui respectent le concept européen de promotion du principe d'égalité des sexes dans toutes les politiques, et conduisent à l'égalité des chances pour une participation active à la vie politique, économique et sociale;
- b) La coopération dans le processus d'adhésion à l'Union européenne et l'intégration des pays membres et des pays candidats en assurant la promotion du droit européen et de la visibilité de l'Union européenne;
- c) Les droits de l'homme fondamentaux et l'inclusion sociale en luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le but de réduire les inégalités et de créer une Europe inclusive;
- d) Les mesures visant à prévenir et combattre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle;
- e) Les actions visant à favoriser l'intégration sociale et l'emploi des femmes immigrées, ainsi que les actions contre la discrimination;

f) L'égalité d'accès à la société d'aujourd'hui fondée sur la connaissance par le biais d'études et de recherches sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Associazione IRENE s'emploie à encourager les projets transnationaux et les initiatives qui favorisent une plus grande égalité des sexes en assurant la mise en œuvre de la législation pertinente, l'intégration du genre dans les politiques publiques et le développement d'actions positives promues par l'Union européenne. Depuis sa création, l'organisation a exécuté plus de 10 projets financés par la Commission européenne et plus de 5 projets financés par les fonds structurels, dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'égalité des chances. En décembre 2007, l'Associazione IRENE a créé, en partenariat avec 18 autres organisations non gouvernementales basées dans les 15 États membres de l'Union européenne, un réseau européen d'organisations actives dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, en conformité avec la politique antidiscriminatoire de l'Union européenne. L'organisation a participé au projet « Altre Strade » cofinancé par la Fondazione Cariplo, depuis 2009. Ce projet vise à promouvoir l'inclusion sociale des personnes défavorisées, en particulier des femmes et des enfants qui ont été victimes du trafic d'êtres humains et de l'exploitation sexuelle. L'organisation a assisté au quatrième Sommet européen de l'égalité, qui s'est tenu à Bruxelles les 15 et 16 novembre 2010. Elle a, en outre, participé au réseau des femmes élues à des fonctions politiques dans la région italienne de la Lombardie en 2010 et a géré les pages Web du « réseau des élues » (www.retedelleelette.lombardia.it), un site en ligne dédié aux femmes qui ont été élues pour siéger dans le gouvernement local de la Lombardie. Le réseau est destiné à soutenir les femmes actives dans les collectivités locales et tous les citoyens en leur offrant la possibilité de former des réseaux sur les questions d'égalité à travers le Web. L'Associazione IRENE a participé au programme Daphné III (2009) de l'Union européenne, sur les activités de réseautage contre le trafic humain et à des activités avec des organisations non gouvernementales de femmes dans le cadre du projet de l'Union européenne « Demetra » (2005-2008). Le projet « Demetra », pour lequel le partenaire principal de l'Associazione IRENE a été la Chambre de commerce de Milan, avait pour but de lutter contre la discrimination et l'inégalité des sexes au travail par la promotion d'une politique qui vise à trouver un équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle. L'objectif de ce projet était d'améliorer l'emploi des femmes et leur situation sur le marché du travail, leur rémunération et leur indépendance économique au cours de leur vie. L'Associazione IRENE a soutenu la mise en œuvre d'activités au niveau régional et coordonné les activités transnationales du projet « Clessidra ». Des stages de formation à la politique ont été offerts aux femmes en partenariat avec les pouvoirs locaux de Monza e Brianza (2008).

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En raison de la crise financière mondiale, l'organisation n'a pas été en mesure d'assister aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation n'a pas coopéré avec les organismes des Nations Unies pendant la période considérée.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les projets et initiatives gérés par l'Associazione IRENE visent à développer la capacité de lutter contre la violation des droits des femmes en raison de situations d'inégalité, de discrimination sexiste et d'exclusion sociale.

7. Bangladesh Nari Progati Sangha

Spécial, 1999

Introduction

Bangladesh Nari Progati Sangha est une organisation militante de femmes créée en 1986 par un groupe de femmes fermement attachées à l'établissement de droits égaux pour les femmes dans tous les domaines de la vie, de la famille à l'État.

Buts et objectifs de l'organisation

La vision de Bangladesh Nari Progati Sangha est de parvenir à une société libre de toutes sortes de discriminations. Sa mission est de réaliser l'égalité grâce à l'autonomisation et à la transformation sociale. Son but est de créer un environnement propice dans lequel les personnes défavorisées, particulièrement les femmes, sont capables de s'organiser, formuler des demandes, exercer leurs droits et accéder à des services de qualité pour réaliser leur autonomisation sociale, politique et économique.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Bangladesh Nari Progati Sangha a étendu la portée géographique de ses activités grâce à un programme dans les zones de basse altitude du nord-ouest du Bangladesh, qui sont vulnérables aux effets du changement climatique. Parmi ses nouveaux partenaires de financement, on peut citer : Bischöfliches Hilfswerk Misereor (Allemagne), le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, Oxfam Novib et Oxfam Grande-Bretagne. En 2008, la Directrice exécutive de l'organisation a été choisie pour être l'animatrice de la campagne « My Rights » (« Mes droits »), qui a été organisée par une alliance nationale d'organisations de la société civile en vue d'apporter des changements substantiels à la qualité et la prestation de services essentiels en accordant une attention particulière à l'éducation et à la santé, qui a été facilitée par le Southern Campaign Group d'Oxfam Novib, et qui a commencé ses activités à la fin de 2007. Fervente défenseuse du droit des gens aux services de base, la Directrice exécutive de Bangladesh Nari Progati Sangha a été sélectionnée en 2009 par Oxfam International pour être membre d'un cabinet de

huit femmes chargé d'assurer la liaison avec le Groupe des Huit. En 2010, la Directrice exécutive a été élue membre du comité exécutif du Committee for Asian Women (Comité pour les femmes asiatiques), organisation régionale pour travailleuses, basée à Bangkok.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Au niveau national, Bangladesh Nari Progati Sangha a contribué directement au bien-être social et économique de 15 000 femmes. De plus, elle a eu un impact plus large par le biais des activités suivantes : réformes politiques et analyses du budget national à partir d'un point de vue sexospécifique; réforme du système éducatif en vue de rendre le système sensible aux questions de genre, aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive et à la prévention du VIH et du sida; et plaider pour la mise en œuvre des conventions, lois et engagements internationaux concernant l'autonomisation des femmes, y compris la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les objectifs du Millénaire pour le développement.

Au niveau local, Bangladesh Nari Progati Sangha a renforcé l'administration locale et la gouvernance des collectivités grâce à l'inclusion des femmes et des personnes marginalisées. Elle a renforcé au niveau communautaire la sensibilisation et la promotion des initiatives de mobilisation et de subsistance pour le développement des compétences de direction chez les femmes par le biais du renforcement des institutions et de l'éducation. Elle a aussi favorisé l'émancipation économique des femmes en se concentrant sur les compétences génératrices de revenus et l'accès au marché.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La Directrice exécutive de Bangladesh Nari Progati Sangha a participé et contribué aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième de la Commission de la condition de la femme, tenues au Siège de l'ONU, à New York, en 2008 et 2009, respectivement.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

1. Bangladesh Nari Progati Sangha a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, à un projet visant à promouvoir les droits des femmes en changeant les mentalités. L'objectif de ce projet était d'identifier les lacunes (dans la génération et la diffusion des connaissances et l'information) et à sensibiliser les décideurs, les responsables gouvernementaux, les représentants de la société civile et la communauté internationale, entre autres, pour qu'ils mettent en œuvre des interventions ciblées visant à améliorer le statut des femmes au Bangladesh (septembre 2008-août 2010).

2. L'organisation a collaboré avec le bureau local du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à la Campagne du Millénaire des Nations Unies visant à promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour les femmes du Bangladesh (avril 2010-décembre 2010).

3. L'organisation a contribué, en consultation avec les entités locales, à la formation de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Bangladesh Nari Progati Sangha a contribué à l'objectif n° 1 du Millénaire pour le développement en dispensant une formation à la génération de revenus et à l'expansion du marché et une assistance en matière de crédit à 15 000 femmes pauvres entre 2008 et 2010. En outre, un programme scolaire de sensibilisation au VIH et au sida a été mis au point, expérimenté dans cinq écoles et recommandé pour adoption dans le programme scolaire national par le Gouvernement.

8. Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry

Spécial, 2007

Introduction

Aucun changement n'est intervenu.

Buts et objectifs de l'organisation

Aucun changement n'est intervenu.

Changements importants intervenus dans l'organisation

En 2008, la Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry s'est affiliée, en tant que chambre de « classe A », à la Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Bangladesh, principale organisation faîtière des organismes de commerce au Bangladesh.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry a réalisé les activités suivantes à l'appui d'éléments de l'ordre du jour du Conseil économique et social :

- a) Elle a organisé diverses sessions de formation sur le renforcement des capacités des femmes entrepreneurs pour aider leurs entreprises à prospérer, favorisant ainsi un meilleur niveau de vie;
- b) Elle a créé des réseaux et des partenariats avec des organisations non gouvernementales, des organisations communautaires, des organisations de la société civile, les milieux d'affaires et des organismes donateurs à l'échelon local, national et international pour promouvoir les femmes dans les entreprises et l'industrie;
- c) Elle a réalisé un programme de plaidoyer pour la formulation et la mise en œuvre de politiques favorables aux femmes dans les entreprises et l'industrie;
- d) Elle a fait des recherches sur le développement de l'entrepreneuriat féminin;

- e) Elle a mené à bien un programme de secours et de réadaptation pour les personnes touchées par le cyclone Sidr;
- f) Elle a mis en œuvre une campagne de sensibilisation et de mobilisation sociale pour lutter contre la corruption;
- g) Elle a réalisé un programme de plaidoyer pour la création d'environnements sensibles au genre dans les entreprises afin de promouvoir le respect des libertés et des droits fondamentaux des femmes.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants de la Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry ont assisté aux réunions suivantes sur la condition des femmes : la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 25 février au 7 mars 2008; la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre 2008; l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui s'est déroulé pendant la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 1^{er} au 12 mars 2010, et la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à New York du 20 au 22 septembre 2010.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

La Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry a pris part à de nombreux séminaires et ateliers organisés au Bangladesh par le PNUD et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et a contribué à identifier des façons d'accroître l'autonomisation des femmes.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'objectif n° 1 du Millénaire relatif à l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, la Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry est en train de promouvoir des stratégies de réduction de la pauvreté par le biais de divers projets qui incluent, entre autres activités, des stages de formation et des ateliers qui visent à aider les femmes entrepreneurs à agrandir leurs entreprises. En conséquence, le revenu de ces femmes est en augmentation et de nombreuses possibilités d'emploi ont été créées pour de nombreuses autres personnes, aidant à réduire la pauvreté et la faim. En ce qui concerne l'objectif n° 2 du Millénaire pour le développement, sur l'éducation primaire universelle, l'organisation a célébré chaque année la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre) pour sensibiliser le public à la valeur de l'alphabétisation et, en particulier, à l'importance d'éduquer les filles. En ce qui concerne l'objectif n° 3 du Millénaire pour le développement, relatif à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la Journée internationale de la femme (8 mars) et la Journée de l'égalité des femmes (26 août) ont été marquées chaque année par notre organisation pour appeler l'attention sur les défis qui continuent d'entraver la réalisation de l'égalité des sexes, par le biais de la participation à des séminaires, des ateliers, des rassemblements nationaux et des talk-shows télévisés. La Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry a également observé chaque année la Journée

internationale des droits de l'homme (10 décembre) pour rendre le public conscient des diverses questions relatives aux droits de l'homme. En ce qui concerne l'objectif n° 7 du Millénaire pour le développement qui est d'assurer un environnement durable, l'organisation a contribué à créer des moyens de subsistance durables et des opportunités génératrices de revenus pour les femmes des zones rurales touchées par le cyclone Sidr, qui s'est abattu sur la côte méridionale du Bangladesh en novembre 2007, causant des dommages importants et faisant de nombreuses victimes. Parmi ces femmes, 250 ont été formées pour devenir des entrepreneuses. Des biens tels que vaches, chèvres et poulets leur ont été distribués afin qu'elles puissent lancer de petites entreprises.

Informations complémentaires

Au cours des quatre dernières années, la Bangladesh Women Chamber of Commerce and Industry a travaillé dans tout le pays pour unir les femmes et plaider en faveur de leurs besoins. Ce faisant et en formant une coalition de 180 organisations aux vues similaires elle a lancé, en 2008, le Women National Business Agenda (Agenda national des femmes d'affaires) qui comprenait des recommandations politiques dans trois domaines (les obstacles sociaux; le renforcement des capacités et la formation; et les obstacles financiers) afin que les entités gouvernementales et autres acteurs concernés puissent apporter une contribution efficace à la promotion de la participation des femmes dans les entreprises. Comme résultat immédiat de cette initiative, le Gouvernement a franchi une étape importante en affrontant un des obstacles financiers auxquels faisaient face les femmes entrepreneurs. La banque centrale du Bangladesh a publié plusieurs circulaires concernant un régime de refinancement par lequel les femmes entrepreneurs peuvent se prévaloir d'un prêt sans garantie d'un montant maximum de 35 700 dollars et d'un taux d'intérêt maximum de 10 %.

9. BAOBAB for Women's Human Rights

Spécial, 2007

Introduction

BAOBAB for Women's Human Rights est une organisation non gouvernementale à but non lucratif de défense des droits fondamentaux des femmes qui se concentre sur les droits des femmes dans le régime juridique coutumier, statuaire et religieux au Nigéria. Elle a été créée en 1996 et est enregistrée sous la partie C de la loi « *Companies and Allied Matter Act* » de 1990. BAOBAB est né d'un projet de recherche de trois ans sur les femmes et la loi qui a été coordonné par le Réseau international de solidarité des femmes sous lois musulmanes, entré en activité en 1993.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de BAOBAB for Women's Human Rights sont de promouvoir la connaissance, le développement et l'exercice des droits des femmes, protéger et défendre les droits des femmes, et appeler l'attention des femmes sur leurs droits fondamentaux, les façons dont ces droits sont bafoués et d'autres questions juridiques qui intéressent les femmes. L'objectif de l'organisation est d'identifier les politiques qui peuvent le mieux promouvoir tous les droits fondamentaux.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Plus de femmes sont devenues plus conscientes de leurs droits, comme l'indique l'augmentation du nombre de femmes qui demandent réparation pour des actes de violence sexiste. Le programme de formation à la direction mis en œuvre par l'organisation, ses activités de formation sur la participation des femmes à la vie politique et les possibilités d'éducation qu'elle offre aux femmes qui aspirent à entrer ou ont actives dans la vie politique au Nigéria ont également eu un impact important. Certaines des bénéficiaires des programmes de formation de l'organisation se sont présentées à des élections politiques et ont même été élues lors des élections générales du Nigéria de 2011.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

En 2010, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a chargé BAOBAB for Women's Human Rights d'effectuer des recherches sur les causes profondes de la violence sexiste et une évaluation des centres de Benue, de Kaduna et du territoire de la capitale fédérale. Ces recherches contribuent aux efforts mondiaux visant à éliminer la violence contre les femmes, qui prennent en compte les recommandations contenues dans l'étude du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies « Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : des paroles aux actes ». Ces recherches ont permis d'identifier les lacunes qui existent dans les réponses actuelles à la violence sexiste et de formuler des stratégies et des recommandations en vue de fournir au FNUAP des informations pertinentes pour qu'il élabore des programmes d'intervention appropriés à l'intention du Gouvernement, des organisations de la société civile, des organisations de défense de droits fondamentaux des femmes, des organisations communautaires et des organisations confessionnelles. Cela permettra d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre du programme et du soutien technique du FNUAP. En 2009, des activités ont été organisées pour marquer les 16 jours d'activisme contre la violence de genre. Ces activités comprenaient une conférence de presse, la présentation aux journalistes d'un documentaire de 30 minutes sur des cas de violence contre les femmes et le travail de BAOBAB for Women's Human Rights, une campagne de rue visant à contrer la violence sexiste, du théâtre de rue/des présentations théâtrales et une conférence dans les écoles secondaires pour sensibiliser les enfants au thème de la violence sexiste. Parmi les activités menées en 2010, on peut citer le lancement d'une mission d'enquête internationale par l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, Front Line, l'Organisation mondiale contre la torture et la Fédération internationale des ligues des Droits de l'Homme. Le rapport de la mission d'enquête a appelé l'attention sur les divers défis auxquels les défenseurs des droits de l'homme étaient confrontés. En partenariat avec la Kudirat Initiative for Democracy et avec le soutien d'ONU-Femmes, BAOBAB for Women's Human Rights a organisé deux ateliers de formation à la direction de trois jours et des stages d'éducation politique, ainsi qu'un débat d'une journée sur le mentorat.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Pendant la période considérée, BAOBAB for Women's Human Rights a participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme et a pris part à des réunions parallèles. En 2008, sous la direction de BAOBAB for Women's

Human Rights, une coalition d'organisations non gouvernementales nigérianes pour la promotion de la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, a établi et soumis un rapport au Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes le 3 juillet 2008, pour qu'il l'étudie lors de son examen du sixième rapport périodique du Nigéria.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

BAOBAB for Women's Human Rights coopère avec les organismes et les organes des Nations Unies, notamment en matière de diffusion ou de collecte d'informations et de données. En septembre 2009, l'organisation a rempli le questionnaire de pays de l'Observatoire africain des droits des femmes pour la Commission économique pour l'Afrique.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La coalition dirigée par BAOBAB for Women's Human Rights estime que l'égalité des sexes est une composante intersectorielle qui est essentielle à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, lors de la réunion de sensibilisation qu'elle a tenue avec des représentants de la société civile et des médias et des décideurs politiques, la coalition a souligné la nécessité pour le Gouvernement du Nigéria de mettre en œuvre les dispositions du Programme d'action de Beijing et le document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes pour la réalisation des objectifs du Millénaire aux fins du développement au Nigéria.

10. Frères de la Charité

Spécial, 1995

Introduction

Frères de la Charité est une organisation internationale qui gère ou soutient plus de 200 projets dans les 29 pays suivants : Afrique du Sud, Belgique, Brésil, Burundi, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, États-Unis, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Kenya, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume Uni, Rwanda, Sri Lanka, Ukraine, Viet Nam et Zambie. L'organisation a son siège à Gand, en Belgique. Frères de la Charité offre des soins et des conseils professionnels aux personnes dans le besoin par le biais de service d'éducation, de soins aux personnes âgées, de soins de santé mentale, de soins orthopédiques et de soins pour les pauvres en général.

Buts et objectifs de l'organisation

Frères de la Charité se consacre à l'amélioration du bien-être et à la promotion du développement des individus et des groupes qui sont en danger en raison de certaines conditions psychologiques, économiques ou sociologiques.

Changements importants intervenus dans l'organisation

En mars 2009, l'organisation internationale à but non lucratif Global Action against Poverty a été établie en tant qu'organisation internationale juridique représentative de Frères de la Charité.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Frères de la Charité contribue aux travaux de l'organisation des Nations Unies en élaborant des stratégies pour lutter contre la pauvreté et protéger les droits des personnes handicapées et des malades psychiatriques. En ce qui concerne les soins aux personnes handicapées (en particulier dans les pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud), les stratégies suivantes ont été développées : amélioration de la qualité de vie sur la base du principe du respect inconditionnel de tous les individus, même ceux qui ne possèdent pas le contrôle de toutes leurs capacités, élaboration de programmes de réadaptation appropriés; formation de personnel local; activité conjointes visant à changer la mentalité des population majoritaires, et élaboration d'une structure internationale forte et une organisation axée sur la qualité, la continuité et la solidarité. En ce qui concerne les maladies psychiatriques et les soins aux malades psychiatriques (en particulier dans les pays pauvres d'Afrique, d'Asie du Sud et d'Amérique du Sud), les stratégies suivantes ont été développées : changer la mentalité générale à l'égard des maladies psychiatriques et des patients psychiatriques; intégration des soins aux patients psychiatriques en général dans des programmes de santé; développement de traitements, de cures et d'approches qui sont adaptés pour répondre aux divers types de maladies mentales; formation des travailleurs locaux au traitement de patients atteints de problèmes de santé mentale; et élaboration d'une structure internationale forte et d'une organisation axée sur la qualité, la continuité et la solidarité.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En septembre 2008, Frères de la Charité a organisé, en collaboration avec Coopération technique belge (Agence belge de coopération au développement) et l'organisation non gouvernementale Caraes, une conférence sur la santé mentale dans la coopération au développement qui s'est tenue à Bruxelles. Le but de cette conférence était de réunir toutes les personnes actives dans les domaines de la santé mentale et de la coopération au développement en Belgique. En présence du Roi Albert II et de la Reine Paola de Belgique, lors de leur visite d'État en Inde et, en particulier, à Mumbai, le 7 novembre 2008, Frères de la Charité et Help Handicapped International, une fiducie de bienfaisance enregistrée en Inde, ont signé une déclaration d'intention visant à fournir des possibilités de renforcement des capacités pour les enseignants, les ambulanciers et autre personnel clef des écoles d'enseignement spécial dans le Gujarat, en Inde. En décembre 2008, Frères de la Charité a commencé à coopérer avec le Catholic Medical Mission Board (Conseil de la Mission médicale catholique) à New York. En mars 2010, Frères de la Charité a convenu qu'elle pourrait collaborer avec le Conseil dans trois domaines : les médicaments, le volontariat et les projets concrets. Elle a également entrepris une coopération universitaire avec le Tata Institute of Social Sciences (Institut Tata des sciences sociales) sur une maîtrise ès arts en travail social.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Le Président de Frères de la Charité, René Stockman, a été invité à prendre la parole à la séance d'ouverture de la soixante et unième conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Paris en septembre 2008 et organisée avec l'assistance de l'UNESCO et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. M. Stockman a abordé la situation des soins de santé mentale dans le monde. En décembre 2008, Frères de la Charité a commencé à coopérer avec la Banque mondiale.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Frères de la Charité a mis en place de nouveaux services psychiatriques en Afrique et en Asie pour offrir des soins aux personnes qui, autrement, seraient mis au ban de la société et vivraient dans la pauvreté. Le nombre d'étudiants inscrits dans les écoles de Frères de la Charité (les écoles ordinaires et des écoles destinées à des individus ayant des besoins éducatifs) a augmenté en Afrique et en Asie. Sans l'aide de l'organisation, les étudiants inscrits dans des programmes d'éducation spéciale (parce qu'ils sont sourds, aveugles, handicapés physiques ou ont un retard de développement) n'aurait pas eu la chance de recevoir un enseignement primaire.

11. Bouddha's Light International Association

Spécial, 2003

Introduction

La Bouddha Light International Association a été officiellement inaugurée à Los Angeles, Californie (États-Unis) le 16 mai 1992. L'Association compte plus de 200 sections et des millions de membres dans le monde, y compris dans les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Canada, États-Unis, France, Inde, Japon, Malaisie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays Bas, Philippines, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, Thaïlande, ainsi qu'à Hong Kong (Chine) et à Macao (Chine) et en Afrique.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de la Bouddha Light International Association est de propager le bouddhisme dans le monde. Dans le passé, le bouddhisme était principalement limité aux régions de l'Asie de l'Est et de l'Asie centrale en raison de barrières linguistiques et de communication.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Il n'y a eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Bouddha Light International Association a contribué un montant de 75 000 dollars à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue en 2008.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La Bouddha Light International Association a participé aux réunions suivantes : le quarante-cinquième session de la Commission du développement social (7-16 février 2007), la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme (26 février-9 mars 2007), la sixième conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (5-7 septembre 2007); la quarante-sixième session de la Commission du développement social (6-15 février 2008), la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (25 février-7 mars 2008); la seizième session de la Commission du développement durable (5-16 mai 2008), la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (3-5 septembre 2008); la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (2-13 mars 2009); la soixante deuxième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (9-11 septembre 2009); la quarante-huitième session de la Commission du développement social (3-12 février 2010), la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (1^{er}-12 mars 2010), la neuvième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (19-30 avril 2010), la dix-huitième session de la Commission du développement durable (3-14 mai 2010), et la soixante-troisième conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (30 août-1^{er} septembre 2010).

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Grâce à sa coopération avec la Mission permanente de la Gambie auprès de l'Organisation des Nations Unies, la Bouddha Light International Association a organisé une exposition de calligraphie au Centre international de Vienne, en Autriche.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

À São Paulo (Brésil), la Bouddha Light International Association a fourni des vivres à plus de 2 000 enfants de quartier, dont 300 participent, deux jours par semaine depuis 2003, à une ligue de football communautaire. À Foz do Iguaçu, au Brésil, et au Paraguay, l'Association a fourni 48 machines pour la production de 160 000 litres de lait de soja pour 7 500 ménages par mois. Au Paraguay, l'Association a travaillé avec le Bureau de la Première Dame pour fournir 262 machines qui ont produit près de 2 millions de litres de lait de soja pour plus de 20 000 personnes par jour. Les restes des graines de soja, riches en éléments nutritifs ont été utilisés pour produire du pain domestique. Au Paraguay également, 12 incubateurs pour nouveau-nés ont été financés et installés dans une clinique gratuite et des établissements de santé locaux. Depuis 2003, près de 3 000 nouveau-nés ont reçu des soins intensifs à l'aide de ces incubateurs. L'objectif de l'organisation est de fournir des services médicaux gratuits aux pauvres. L'hôpital dessert spécifiquement les femmes enceintes et les enfants.

À Guangdong, en Chine, 26 écoles équipées de salles de classes nouvelles ont été reconstruites. À Poompuhar (Inde), un centre de formation à la couture pour

femmes a été créé et équipé de 20 machines à coudre. En outre, un centre éducatif pour orphelines a été établi en 2007.

Informations complémentaires

La Bouddha Light International Association et ses sections affiliées dans plus de 60 pays continuent de promettre de coopérer pleinement avec le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires dans la mise en œuvre des programmes de l'Organisation des Nations Unies. Compte tenu de son réseau de membres et de sa puissante vision pour le développement de la société humaine, l'Association sera, en sa qualité d'organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, un partenaire capable du Conseil.

12. Bunyad Literacy Community Council

Spécial, 1999

Introduction

Le Bunyad Literacy Community Council est une organisation non gouvernementale apolitique et à but non lucratif qui a commencé à promouvoir l'éducation des adultes et l'alphabétisation chez les adolescentes en 1992.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Bunyad Literacy Community Council envisage une société alphabétisée, éclairée, tolérante et juste dans laquelle tous les individus jouissent de droits égaux et ont les mêmes chances de réaliser leur plein potentiel.

Changements importants intervenus dans l'organisation

L'accent est actuellement davantage placé sur le renforcement des capacités communautaires, l'automotivation et la mobilisation.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Le Bunyad Literacy Community Council a travaillé dans environ 500 villages et 50 conseils syndicaux sur différents projets au Pakistan. Le Conseil coopère actuellement avec l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'UNICEF et l'UNESCO sur les droits de l'enfant et un programme de protection sociale pour lutter contre le travail des enfants dans la production d'instruments chirurgicaux, de tapis et de ballons de football. Il participe à des programmes visant à sensibiliser le public aux droits de l'enfant, et à des efforts de plaidoyer visant à éviter l'emploi d'enfants dans des métiers dangereux à Sialkot, Multan et Shiekhupura. La réhabilitation des jockeys de chameaux à Rahim Yar Khan est un autre grand projet du Conseil financé par l'UNICEF. Avec le soutien du Ministère pakistanais de la promotion de la femme, Kushhali Bank et le Fonds pakistanais de lutte contre la pauvreté, le Conseil encourage l'autonomisation économique et sociale des femmes par la formation de groupes, l'alphabétisation, la création de possibilités de formation et des activités de microcrédit. Il appuie aussi les activités de santé et la création de possibilités d'emploi pour les femmes. Quelques centaines de jeunes

enseignantes, avec le Conseil en tant que précurseur de changement social, ont touché environ 30 000 vies. La justice entre les sexes par le biais du projet Musalihat Anjuman, qui vise à donner aux femmes des zones rurales un accès facile à la justice, a débuté à Bahawalpur dans 107 conseils syndicaux; ce projet est soutenu par le Gouvernement local du Pendjab et le PNUD. Pour obtenir de réels résultats, les activités visant à améliorer la vie des femmes et des enfants des zones rurales qui font face à des problèmes multidimensionnels sont mieux réalisées selon une approche intégrée et holistique qui prend en compte l'alphabétisation, les programmes de microcrédit et la santé (y compris la santé reproductive), entre autre aspects; c'est cette approche qui a été adoptée par le Conseil dans ses travaux auprès de sept conseils syndicaux au Pakistan. Plusieurs organismes des Nations Unies appuient le travail du Conseil, y compris l'UNICEF, l'UNESCO, l'OIT (par le biais de son Programme international pour l'abolition du travail des enfants) et le PNUD. Le Bunyad Literacy Community Council possède déjà une section de formation, une unité de recherche et de publications et une section de développement matériel, et a construit ses propres sites de formation. Le Conseil a une équipe de base expérimentée de maîtres formateurs qui ont dispensé une formation à travers le Pakistan à des organismes publics et privés. La mise en valeur des ressources humaines est une activité permanente; l'accent est mis sur la formation des formateurs, le renforcement des capacités communautaires et la mise en place de partenariats avec des organisations non gouvernementales et communautaires. Le Bunyad Literacy Community Council a collaboré avec la Commission électorale du Pakistan et le PNUD à un programme de démocratisation visant à encourager les femmes à obtenir leur carte d'identité nationale afin de pouvoir participer aux élections futures. Grâce à cet effort, la vie de plus de 25 000 femmes des zones rurales a été touchée. Le Conseil a reçu deux prix de l'UNESCO pour son travail remarquable dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation non traditionnelle.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le Bunyad Literacy Community Council bénéficie du soutien de l'UNESCO pour la mise en œuvre d'un programme de « post-alphabétisation mobile » par le biais duquel des adolescentes et jeunes femmes semi-analphabètes âgées de 15 à 25 ont reçu des centres du Conseil un appui de « post-alphabétisation » par le biais de messages.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Voir la section ci-dessus sur la contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les objectifs du Millénaire pour le développement n'ont pas encore été atteints au Pakistan, mais le Bunyad Literacy Community Council a contribué à renforcer les capacités des communautés partenaires pour apporter un changement visible dans leur vie, conformément aux objectifs.

Informations complémentaires

En 2010, le Bunyad Literacy Community Council a atteint directement 210 860 bénéficiaires/clients. Le Conseil vise à aider les gens à s'aider eux-mêmes par le biais du renforcement des capacités et du réseautage, à la fois entre eux et avec le secteur public.

13. Campaign Life Coalition

Spécial, 1999

Introduction

La Campaign Life Coalition est une organisation basée au Canada qui s'emploie à établir le droit à la vie, de sa conception à la mort naturelle, à tous les niveaux du Gouvernement.

Buts et objectifs de l'organisation

La Campaign Life Coalition soutient, directement ou indirectement, toutes les mesures visant à mettre fin à des pratiques antivie qui ne compromettent pas ses convictions fondamentales. La Coalition vise à encourager la défense du caractère sacré de la vie humaine contre les menaces posées par l'avortement, l'euthanasie, le suicide médicalement assisté, les technologies de reproduction et de génétique, le clonage, l'infanticide, l'eugénisme, le contrôle de la population et les menaces à la famille sur la place publique. Pour ce faire, elle accueille et organise des conférences et des campagnes de sensibilisation du public et contacte régulièrement les responsables gouvernementaux et communique des informations pertinentes aux décideurs politiques.

Changements importants intervenus dans l'organisation

En raison de contraintes financières récentes, la Campaign Life Coalition n'a pas été en mesure d'envoyer autant de représentants que par le passé pour participer à des conférences des Nations Unies. Elle a cependant collaboré avec un certain nombre d'autres organisations similaires dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social pour la production de matériaux de recherche et de formation avant les conférences. La Coalition a été en mesure de fournir un soutien pour la traduction de documents sur les questions de droit à la vie que les organisations partenaires ont diffusé lors de diverses réunions telles que, par exemple, les sessions de la Commission de la condition de la femme et de l'Assemblée mondiale de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Campaign Life Coalition a établi un partenariat avec d'autres organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social pour aider à organiser des réunions pour la communauté plus large des Nations Unies. Le 15 septembre 2010, la Coalition a formé un partenariat avec Focus on the Family Life Ethics Educational Association et MaterCare International, parmi d'autres organisations non gouvernementales, ainsi qu'avec les missions permanentes du Malawi et des Philippines pour tenir une réunion parallèle sur

l'objectif n° 5 du Millénaire relatif à l'amélioration de la santé maternelle, au cours de laquelle un panel d'experts du monde entier a été organisé.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de la Campaign Life Coalition ont fourni aux États membres, à leur demande, des informations, du matériel éducatif et de la recherche. Ils ont, en outre, assisté et participé à de nombreuses grandes conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies, y compris les suivantes : la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme (26 février-9 mars 2007); la quarantième session de la Commission de la population et du développement (9-13 avril 2007); la quarante-sixième session de la Commission du développement social (6-15 février 2008); la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (25 février-7 mars 2008); la quarante et unième session de la Commission de la population et du développement (7-11 avril 2008); la Réunion de haut niveau sur le VIH/sida (8-10 juin 2008); la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (2-13 mars 2009); et la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement (30 mars-3 avril 2009). En outre, des représentants de la Campaign Life Coalition ont participé à Conférence sur le thème Women Deliver (Les femmes donnent la vie) de 2010, tenue à Washington du 7 au 9 juin 2010 et à la Conférence mondiale de la jeunesse, tenue à Léon, au Mexique, du 24 au 28 août 2010.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

La Campaign Life Coalition n'a pas travaillé directement avec les organismes ou organes des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En septembre 2010, la Campaign Life Coalition a été l'hôtesse et organisatrice d'une réunion parallèle sur l'objectif n° 5 du Millénaire, relatif à l'amélioration de la santé maternelle. La Coalition estime qu'il est important d'éduquer les jeunes sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies, en particulier pour ce qui est des objectifs 2 à 5 du Millénaire pour le développement. Elle le fait en organisant des sessions de formation pour ses volontaires avant qu'ils participent aux réunions de l'Organisation des Nations Unies afin qu'ils puissent discuter et s'engager activement, lors de conférences, avec les représentants d'autres organisations non gouvernementales, les membres du personnel de l'ONU et les représentants des pays. De 2007 à 2010, la Coalition a formé plus de 50 jeunes volontaires qui ont participé, comme ses représentants, à des conférences des Nations Unies.

14. Caucus for Women's Leadership

Spécial, 2007

Introduction

Le Caucus for Women's Leadership est un réseau national dédié à la promotion de la formations de cadres féminins à tous les niveaux.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs du Caucus for Women's Leadership sont les suivants : l'autonomisation des femmes et l'accroissement de leur rôle à l'Assemblée nationale du Kenya, dans les administrations locales, et au sein des partis politiques et d'autres organes politiques nationales, et d'intervenir et plaider pour l'égalité des sexes et l'égalité au sein des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Changements importants intervenus dans l'organisation

En 2007, le Caucus for Women's Leadership a changé son nom qui était Kenya Women's Political Caucus, pour se repositionner comme plate-forme dirigeante nationale et régionale pour l'autonomisation des femmes.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Depuis qu'il a été créé en 1997, le Caucus a travaillé avec UNIFEM en Afrique orientale et dans la corne de l'Afrique; elle continuera de coopérer avec ONU-Femmes.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants du Caucus for Women's Leadership ont participé aux cinquante-deuxième à cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la femme.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Le Caucus for Women's Leadership a collaboré avec le PNUD, l'Union africaine, les ministères du Gouvernement kenyan, la police kényane et d'autres organisations nationales de femmes sur les préparatifs d'une réunion tenue à Nairobi en octobre 2010 pour lancer la Décennie des femmes africaines. En avril 2010, une conférence nationale pour les femmes au Kenya a eu lieu en préparation du référendum sur la Constitution du 4 août 2010.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne les élections générales du Kenya en 2007, le Caucus a formé des activistes communautaires pour faire pression en faveur du rôle dirigeant des femmes. À la suite de ces activités, deux femmes ont été élues au Parlement et 48 femmes sont devenues conseillères. Grâce à l'une de ses assemblées régionales de femmes, le Caucus a réinstallé plus de 100 femmes dans leurs maisons. Les travaux des assemblées, en collaboration avec les autorités gouvernementales locales, c'est à dire avec le Conseil des aînés Luo, la police administrative (qui a établi un bureau des genres en faveur des orphelins et enfants vulnérables) et les femmes infectées (qui sont encouragées à rechercher un traitement). L'Assemblée régionale de Nakuru aide les parents malades en phase terminale à préparer des « mémoires » pour leurs enfants.

Informations complémentaires

Grâce à son Assemblée régionale de femmes de Mombasa qui a lieu le 8 mars de chaque année, le Caucus organise une procession et un rassemblement au stade municipal. Les femmes qui participent visitent ensuite des orphelinats et des foyers

pour enfants et distribuent des cadeaux. Le 8 mars 2010, l'Assemblée régionale de femmes de Mombasa a reçu un soutien financier de l'Alliance française pour cette manifestation. Le 8 mars 2008, les femmes participantes ont visité les veuves qui étaient retournées dans leur propriété, avec l'assistance de l'Assemblée régionale de femmes de Kisumu, après avoir été déshéritées à la suite de la mort de leur conjoint causée par le VIH et les complications liées au sida.

15. Centre for Democracy and Development

Spécial, 2003

Introduction

Le Centre for Democracy and Development a été créé au Royaume-Uni en 1997. Son objectif était de mobiliser l'opinion mondiale pour le développement démocratique et de servir de centre indépendant pour une réflexion critique sur les défis posés à la démocratisation et au processus de développement en Afrique de l'Ouest. Le Centre a décidé d'établir un dialogue sur les voies alternatives qui sont universellement pertinentes mais dépendent de la situation environnante. Les activités du Centre se sont depuis intensifiées, non seulement au Nigéria mais aussi dans le reste de l'Afrique de l'Ouest.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Centre for Democracy and Development reste concentré sur le renforcement des capacités de travail et de plaidoyer politique, et s'efforce de servir de point de référence pour la recherche sur la gouvernance démocratique, la sécurité humaine et le développement axé sur les gens. La mission du Centre est d'être le principal catalyseur et facilitateur pour l'analyse stratégique et le renforcement des capacités pour la démocratie et le développement durables en Afrique de l'Ouest.

Changements importants intervenus dans l'organisation

Il n'y eu aucun changement important.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Les programmes et projets du Centre for Democracy and Development sont conçus et mis en œuvre pour faire progresser les droits économiques, sociaux et politiques des personnes en Afrique de l'Ouest. Utilisant comme repères les conventions, déclarations et traités des Nations Unies, le Centre prône la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes au Nigéria, ainsi que la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants du Centre for Democracy and Development ont organisé un atelier qui s'est tenu le 27 février 2007 au Church Center des Nations Unies à New York en parallèle avec la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme et participé au lancement, en 2008, de la campagne du

Secrétaire général « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ». Les représentants du Centre ont aussi participé aux réunions suivantes :

- a) La cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme;
- b) La cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, à laquelle un agent principal de programme du Centre a fait une présentation devant un groupe d'experts sur les perspectives régionales dans les progrès accomplis et les lacunes et défis qui subsistent dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing;
- c) Un groupe d'expert chargé de débattre de l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social le 9 mars 2010;
- d) Le Caucus des femmes africaines au cours de la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme;
- e) La Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue en septembre 2010.

Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Le Centre for Democracy and Development a coopéré avec UNIFEM sur un projet relatif au financement de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (2006-2009) qui visait à promouvoir la participation éclairée des citoyens dans le processus budgétaire. Le Centre a organisé une série de dialogues sur les politiques au Nigéria et utilisé l'un des dialogues pour commémorer la Journée internationale de la femme en mars 2008. UNIFEM a soutenu le Centre en facilitant et en hébergeant le Réseau nigérian pour la budgétisation sexospécifique. Le Centre a également collaboré avec le PNUD à un projet visant à promouvoir la participation civique et la protection des mandats lors des élections nigérianes, en 2007 et 2011. Le Centre a participé à un dialogue politique qui s'est tenu à Abuja le 26 mars 2009 pour marquer la Journée internationale de la femme.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le renforcement des capacités pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement est l'un des domaines thématiques du Centre. Le Centre a coordonné la contribution de la société civile au rapport du Nigéria de 2010 sur les Objectifs et la Stratégie du compte à rebours – 2010-2015 : la réalisation des OMD. Le Centre préside actuellement la campagne « Global Call to Action against Poverty » (Action mondiale contre la pauvreté) au Nigéria, qui vise principalement à mobiliser l'action pour l'éradication de la pauvreté et soutenir la réalisation des objectifs au Nigéria. Le Directeur du Centre est un membre de la Commission présidentielle sur les objectifs, le plus important organe de décision pour les objectifs au Nigéria. Depuis 2006, le Centre a identifié environ six milliards de dollars en « gains d'allègement de la dette » qui ont été consacrés à des projets et programmes (sur la santé, l'éducation, la réduction de la pauvreté et l'égalité des sexes) destinés à accélérer la réalisation des objectifs au Nigéria. Des livres et brochures sur l'expérience du Centre et les leçons apprises ont inspiré des programmes gouvernementaux et des initiatives de plaidoyer de la société civile sur les objectifs au Nigéria. Le Centre a contribué, avec le soutien d'Oxfam Novib, à

former des représentants de la société civile, des parlementaires et des dirigeants financiers au Ghana, au Mali, au Niger et au Nigéria à la budgétisation sexospécifique (2006-2009). Le projet du Centre sur le renforcement de la transparence budgétaire grâce à la participation du public a permis d'améliorer les compétences des groupes de la société civile d'Afrique de l'Ouest dans la supervision des programmes du gouvernement en utilisant comme cadre les objectifs du Millénaire pour le développement.
